

VIE DU SYNDICAT

«La meilleure pub c'est la lutte syndicale!»

Entre Jura et Salève, Reto Cadotsch exploite un nouveau domaine biologique diversifié de 20 ha sur la commune de Landecy à l'extrémité sud de Genève. Véritable laboratoire d'expériences, la ferme de Reto est à l'image de sa vie! Rencontre.



Des pratiques d'agroécologie façonnent un magnifique paysage au pied du Salève

Reto est né aux Grisons, mais n'y a vécu que deux ans avant de rejoindre Soleure. Ses premiers contacts avec l'agriculture ont été ceux qu'il a pu expérimenter dans le jardin de son grand-père dans son canton natal. Déjà à l'époque, à la fin des années 60, il n'avait pas accès à la terre. Il a choisi de faire des études d'agronomie et d'agriculture tropicale. Son esprit et son cœur étaient tournés vers l'internationalisme, le tiers-mondisme et il pensait qu'en Suisse, il n'y avait pas grand chose à faire et que la vie y était plutôt ennuyeuse. Ses études ont débuté en plein mouvement «après 68». Pendant ses études à Stuttgart, au début des années 70, Reto a fait la connaissance de Bernard Lambert, membre des Jeunesses agricoles chrétienne-JAC (France) puis fondateur du mouvement des «paysans travailleurs» au début des années 70 et de la Confédération paysanne en 1981. Pendant ses études, Reto va alors faire des stages en Loire-Atlantique chez les paysans travailleurs puis s'installe en Bretagne avec sa compagne genevoise pour deux ans. Ils expérimentent différentes formes de partages agricoles avec des artisans, des agronomes, des vétérinaires, des architectes et des paysans. Ils travaillent tous ensemble, le but étant d'apprendre aux autres et non de se spécialiser. La discussion y tient une grande place. C'est de cette expérience et notamment du contact avec les vétérinaires que sont nés les Jardins de Cocagne.

De quelle manière ces vétérinaires t'ont inspiré?

Les vétérinaires se faisaient embau-

cher par les paysans et devenaient en quelque sorte leurs employés. Les paysans payaient une cotisation en fonction du nombre de bêtes et les vétérinaires avaient comme tâche de leur transmettre un maximum de savoirs pour qu'ils puissent détecter à temps les éventuels problèmes du troupeau. Toutes ces expériences se situaient dans l'objectif de trouver des solutions qui ne soient pas libérales, mais qui ne soient pas non plus basées sur une planification centralisée (par exemple étatique). C'est ce qui a été reproduit aux Jardins de Cocagne, la première initiative suisse d'agriculture contractuelle, fondée à la fin des années 70.

Quelle est son histoire ?

En 1978, nous avons lancé cette expérience avec les communautés d'habitation et quelques copains. J'ai cultivé sur cinq jardins de villa que les communautés avaient loués entre Cartigny et Chêne-Bourg. Cette démarche avait pour objectif de trouver une réponse tant politique que concrète à nos questionnements tout en développant une expérimentation sociale. Je reste persuadé que la dynamique sociale de ce type d'expérience est la seule chose qui ne puisse pas être récupérée. En 1980, on a réussi à avoir 1 ha à Corsinge. L'aventure a vraiment commencé!

Et les idées internationalistes et tiers mondialistes?

A Cocagne, nous avons intégré dès le début une touche internationaliste. J'avais des contacts à l'Institut Universitaire d'Etudes et Développement de Genève et avec des Africains à Paris. C'était à

l'époque où la Fédération Genevoise de Coopération luttait pour que 0,7% du PIB soit versé à la coopération au développement. Nous avons intégré cette idée et 1% des cotisations pour les légumes est reversé à l'association «Cocagne Sud» qui soutient des projets dans la région de la Boucle du fleuve Sénégal (Mali, Sénégal, Mauritanie). Cela nous permet d'avoir des contacts avec des paysans sur le continent africain et de mieux connaître leur situation.

Parallèlement, dans les années 90, est né le mouvement paysan international La Via Campesina auquel la Confédération paysanne et Uniterre ont adhéré. Ce mouvement a eu une influence notable sur nos syndicats et ça a été un tournant important pour nous. Car La Via Campesina nous a donné une nouvelle impulsion politique, la conscience que nous sommes 3 milliards de paysans qui nourrissent la planète et que c'est eux les meilleurs garants contre la faim dans le monde. Le concept de la souveraineté alimentaire est apparu et le débat a vraiment démarré. Avec Gérard Vuffray, ancien secrétaire à Uniterre, je suis allé à quelques réunions internationales. J'ai écouté et j'ai beaucoup appris. On ne parlait plus seulement de syndicalisme national, on s'ouvrait, on cherchait des alliances tant avec les collègues du Sud qu'avec d'autres secteurs de nos sociétés respectives. Le monde paysan s'est ouvert à la ville. Ce n'était pas très nouveau pour nous qui vivions avec la ville depuis longtemps, mais ce qui était inédit c'était la revendication du droit de savoir ce que l'on mange. De reconnaître cela comme un droit fondamental. Pour moi c'était extrêmement fort! L'agriculture n'est plus qu'une affaire de paysans; la souveraineté alimentaire est un projet de société.

Qu'est-ce que cela a changé pour toi et Cocagne?

20 ans après la naissance de Cocagne, on s'est alors réellement impliqué dans le tissu social et agricole genevois. Après solidarité Sud, Cocagne a créé «solidarité Nord» qui avait pour objectif de faciliter la réinsertion des jeunes en leur offrant des possibilités de travail au jardin et a intégré le réseau «école à la ferme».

Côté paysan, on commençait à nous reconnaître, à envisager que nous n'allions pas disparaître, que notre projet était viable. On a commencé à échanger des machines avec des paysans voisins. Agrigenève nous a reconnu comme une entreprise agricole et avec Valentina

Hemmeler nous avons publié une brochure sur l'agriculture contractuelle de proximité. Parallèlement, comme à notre habitude, nous avons voulu expérimenter, voir si notre système de valorisation était transposable à d'autres secteurs que le maraîchage. Avec Alexis Corthay, paysan à Carre d'Aval, nous avons lancé le projet «l'Affaire Tourne Rêve», une initiative d'agriculture contractuelle essentiellement basée sur les grandes cultures et les produits de garde. Dans un premier temps, Alexis a semé du tournesol et nous avons trouvé des contrats pour l'huile. Un an après, TourneRêve réunissait 12 paysans et développait une palette d'une vingtaine de produits.



Cela a aidé à notre «intégration» dans le monde paysan genevois. Nous n'étions plus uniquement considérés comme des originaux avec un projet marginal. Ce changement nous a permis d'impulser, avec Uniterre, tout le débat sur la souveraineté alimentaire à Genève. En 2001, nous avons interpellé le gouvernement genevois et avons demandé à l'ancien Conseiller d'Etat en charge de l'agriculture, Robert Cramer, de s'engager à ouvrir une vaste discussion entre organisations paysannes, consommateurs et syndicats ouvriers sous le chapeau de la souveraineté alimentaire. Une commission extraparlamentaire a été créée, elle a donné naissance à la nouvelle loi sur la promotion de l'agriculture genevoise et au label Genève Région Terre Avenir. Même si une bonne partie de «l'esprit» initial du projet a été récupérée, je pense que cette démarche a été salutaire. Elle explique probablement le fait qu'à Genève, il y a un débat plus intéressant qu'ailleurs sur le rôle et la place de l'agriculture. Le débat sur le déclassement des Cherpines-Charotons n'aurait probablement jamais eu lieu il y a 10 ans. Le simple fait qu'on ose

ENTRETIEN (SUITE)

dire que l'on a besoin de terres pour manger prouve que la problématique est acceptée politiquement.

Enfin, vous semblez être suivis?

Dès le début des années 2000, les AMAP et les ACP ont pris leur envol tant en Suisse qu'en France. Mais à mon avis, ce mouvement est possible et viable que grâce au rôle que joue La Via Campesina dans la consolidation du concept politique.

Quant à moi, j'ai saisi l'opportunité qui nous a été offerte en 2005 d'exploiter 20 hectares de l'hoirie Micheli en agriculture bio. Je n'ai pas pu résister même s'il a été difficile de quitter Cocagne pour lequel je travaille encore à 25%. Si vous cherchez des terres pendant 30 ans, vous ne pouvez pas refuser 20 ha d'un seul tenant. Je me suis lancé dans un nouvel défi: créer une nouvelle ferme et mettre en pratique le slogan «nous voulons plus de paysans». Sur ce domaine, il y a 1.5 ha pour Cocagne, 7 ha de grandes cultures (tournesol, maïs polenta, seigle, petite épeautre, sarrasin et prairie artificielle) pour L'Affaire TourneRêve qui sont cultivés en collaboration avec Thomas Descombes et 1.7 ha pour un nouveau concept «les cueillettes de Landecy». Ce projet réunit près de 70 familles qui paient un abonnement annuel. Celui-ci leur donne droit de venir récolter et cueillir légumes, fruits et petits fruits toute l'année en fonction des quantités hebdomadaires suggérées par l'équipe de jardiniers. Enfin, près de 5000 m² sont réservés à la production de légumes pour les services sociaux de Lancy et Onex. Pour l'ensemble de ces activités, on peut estimer 3.5 postes de travail répartis sur au moins sept à huit personnes.

race suisse, non hybride. J'initie un projet avec une partie des cueilleurs pour impliquer les consommateurs sur les questions d'élevage et de production animale. Nous aimerions développer sa présence sur le canton. A mon avis, la déconnexion des consommateurs vis-à-vis de la production animale est encore plus grande que dans les légumes. Il est très difficile d'informer les consommateurs sur les modes de production et de transformation de la production animale et si vous expliquez en détail comment cette production se déroule, les consommateurs ne veulent plus manger. Il me semble urgent que producteurs et consommateurs cherchent ensemble des formes d'élevage certainement plus chères, mais éthiquement et politiquement acceptables.

Et tes combats actuels?

Il y a celui autour du label Genève Région Terre Avenir! Lorsque le débat avec Cramer et Uniterre a été lancé au sein de la commission souveraineté alimentaire pour définir quel type d'agriculture nous voulions, quel visage on voulait lui donner, il a été décidé de développer un label qui n'appartient pas aux distributeurs mais à l'Etat qui en est alors garant. Ce label avait une dimension politique très forte: qualité, proximité, traçabilité et équité. Pour les trois premières notions, nous avons bien progressé, mais le débat sur l'équité stagne. La question des prix équitables aux producteurs reste le maillon faible car tout le monde ou presque cherche à éviter ce débat. A chaque commission, je joue le rôle de celui qui rappelle qu'il faut prendre cette thématique à cœur. Je suis devenu M. Prix Rémunérateur.

et un outil déloyal de concurrence vis-à-vis de la production artisanale. Il est malheureusement en train de devenir un simple outil de promotion des produits et non de l'agriculture et du choix de politique agricole.

Le marché tente de récupérer la démarche et c'est un problème de fond auquel nous sommes confrontés. En fait les labels sont faits au service de la grande distribution. L'agriculture artisanale n'en a pas vraiment besoin car le fait qu'elle soit ouverte au regard des citoyens -et donc à leur contrôle- vaut tous les labels. Nous avons surtout besoin d'une prise de conscience des concitoyens autour du projet agricole pour Genève. La dimension politique du label nous est donc indispensable. Avec d'autres collègues, nous demandons que cette dimension soit également défendue par l'OPAGE ou, s'il ne s'en sent pas les moyens, que cela soit fait par un autre service.

L'accès à la terre est probablement le combat qui me tient le plus à cœur. Cette dimension devrait d'ailleurs être défendue par le label. Maintenir une agriculture de proximité dynamique ressort de tous les sondages effectués auprès des consommateurs genevois! Il faut permettre la création de nouvelles fermes et de nouvelles ACP. Il faut être plus de monde pour travailler cette terre; à Genève nous ne sommes vraiment pas assez. Il y a un problème entre l'agriculture artisanale de petite taille et les plus grandes exploitations, qui, en raison de leur taille, ont perdu le contrôle sur le maillon de la transformation. Résultat: il manque cruellement de structures de transformation à Genève adaptées aux petites entités. Par exemple, TourneRêve a une tonne de millet que nous ne pouvons pas décortiquer parce que nous devrions au moins en avoir 5 tonnes.

Je pense que l'Etat se retire trop de ses responsabilités quant à l'accès à la terre. Quand je vois qu'il suffit de 2 ou 3 ha dans le maraîchage pour créer des emplois agricoles. Que des jeunes veulent bosser dans l'agriculture. Que beaucoup de paysans genevois ne veulent pas lâcher ou louer des terres car il n'y a pas vraiment de cadre légal pour faciliter cette démarche. Je suis sûr que certains céréaliers ou viticulteurs seraient prêts à louer deux ou trois hectares sur les 40 à 60 ha qu'ils possèdent. L'Etat pourrait jouer un rôle de facilitateur! Au lieu de verser une prime pour la biodiversité pour des prairies fleuries, il pourrait aussi proposer une prime pour installer des jeunes sur ces hectares. Et je pense que cela ferait autant de bien à la biodiversité que des petites fleurs même si je n'ai rien contre elles! Je suis persuadé qu'il y a une marge de manœuvre au niveau cantonal pour développer ce genre de

dynamique. Par ailleurs l'Etat devrait être beaucoup plus proactif quand des terres se libèrent lorsqu'un paysan part à la retraite pour que ces hectares ne soient pas systématiquement destinés à grossir les structures existantes, mais servent aussi à l'installation des jeunes!

Pour finir, pourquoi es-tu engagé dans Uniterre?

A mon avis c'est le seul syndicat qui portait à l'époque une certaine attention à nos expérimentations. La porte a toujours été ouverte. Et il y avait aussi des relations personnelles qui ont joué un rôle. Gérard Vuffray a accompagné la création de Cocagne. Cocagne sans Uniterre n'avait pas de sens et c'est pourquoi je défends l'idée que chaque projet contractuel verse 1% de son chiffre d'affaire à Uniterre. Pour que cette dynamique ne se fasse pas récupérer. La vie de toutes ses initiatives de production, de transformation et de consommation en marge de la grande distribution n'est garantie que par une conscientisation des consommateurs et des paysans. Et l'acteur en mesure de faire ce travail politique c'est un syndicat comme Uniterre, ouvert aux consommateurs. La conscientisation est la meilleure pub possible! Les ACP, et les paysans en général seraient inspirés de verser ce pourcent plutôt que de dépenser dans du marketing des produits. Et cela donnerait un coup de pouce à Uniterre. Un consommateur c'est celui qui s'interroge, qui veut participer à de nouvelles expériences. En fait, c'est cela la souveraineté alimentaire: des paysans et des consommateurs qui s'interrogent ensemble sur les solutions à trouver. Cette agriculture à laquelle nous aspirons a besoin de débat... pas de label.

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maiga

QUOI	OÙ	COMBIEN	SEMAINE 19
Roguettes	31,32	libre	
Saladine	30	libre	
Radis	32	1 botte	
Salades	7 puis 27	4pc [Finir les Rouges!]	
Epinards	6	libre	
Naret	31	libre	
Oignons	24	4-5 pc [commencer systématiquement vers les marguerites]	
Rubarbe	29	libre	
Cresson	32	libre	

... N'oubliez pas les herbes aromatiques (le long du funnel, côté Salades)

Tableau hebdomadaire du projet «la cueillette de Landecy»

Et c'est tout???

Ah non, il y a encore les poules de

J'insiste pour que l'on planche sur une définition claire de l'équité sans laquelle ce label est à mon avis un mensonge

Die Übersetzung des Interview finden Sie unter: <http://www.uniterre.ch/DE/Zeitschrift/uebersetzungen.html>

Metrabol
Bolus après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste FERTILITÉ
LGC SA
1627 Veulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84